

Sarah Knafo : La triple frontière défendue par Reconquête est simple à mettre en œuvre.

8 min · Reconquête

Bonjour à tous. Vous avez peut-être vu ou entendu parler du débat entre le Premier ministre Gabriel Attal et Jordan Bardella. Au cours de ce débat, les deux ont évoqué un sujet d'une extrême importance pour la protection de notre pays et pour la protection de nos concitoyens. C'est le sujet du rétablissement des frontières. Mais malheureusement, ce sujet a été très mal expliqué, très mal défendu, et par conséquent, beaucoup de Français peuvent ne plus croire à cette mesure pourtant nécessaire. C'est une mesure qui a été tirée directement du programme de Reconquête et qui, à mon avis, peut s'expliquer très simplement. Parce que ce n'est pas un slogan, c'est un plan qui peut s'expliquer facilement et je l'espère un jour se mettre en œuvre facilement. Alors de quoi est-ce qu'on parle chez Reconquête ? On parle d'une triple frontière qu'on veut imposer en France, en Europe et dans les pays d'origine. Je commence par le principal, le Béaba, rétablir les frontières nationales, c'est-à-dire rétablir les frontières de la France. C'est ce qu'on a fait pendant des siècles, c'est-à-dire tout simplement décider nous-mêmes de qui entre dans notre pays et qui n'y entre pas. Et qu'est-ce que nous avons choisi chez Reconquête ? Nous avons choisi de limiter l'espace Schengen aux seuls Européens. C'est-à-dire que demain, si vous êtes Européens, vous pouvez entrer librement dans tous les pays de l'espace Schengen, mais si vous ne l'êtes pas, vous ne le pouvez pas. Et ça se matérialise par quelque chose de très simple.

Vous arrivez à la frontière d'un pays Européen, on vous demande votre passeport, si votre passeport est Européen, vous rentrez, s'il n'est pas Européen, vous restez dehors. Il faut comprendre qu'aujourd'hui, dans l'espace Schengen, on a 3 300 000 personnes qui entrent chaque année parce qu'elles ont obtenu un titre dans l'un des pays de l'espace Schengen. C'est-à-dire qu'il faut bien comprendre qu'il y a 3 300 000 personnes dont on ne connaît rien et qui ont le droit aujourd'hui de se balader librement en France. Pour vous donner un exemple, si un Algérien que la France a refusé, par exemple parce qu'elle savait qu'il était dangereux et auquel elle a refusé de donner un titre de séjour, si cet Algérien fait 2 semaines plus tard une demande en Espagne et que par hasard l'Espagne lui octroie son titre de séjour, alors ce même Algérien pourra demain se promener dans nos rues alors que nous ne voulions pas lui octroyer un titre de séjour. C'est justement à ça qu'il faut mettre fin. Moi j'ai eu l'impression pendant le débat, j'ai entendu entre Attal et Bardella, qu'il y avait une confusion entre deux sujets très différents. Une confusion entre d'un côté le droit de pénétrer dans un pays européen et le droit de rentrer dans n'importe quel pays européen sans aucun contrôle. Et en réalité ce sont deux choses différentes. Vous pouvez tout à fait conserver le droit d'entrer dans les pays de l'espace Schengen tout en vous faisant contrôler auparavant. En réalité c'est ce qui se fait dans tous les pays du monde. Prenez les Etats-Unis. Si vous avez un visa, vous avez le droit d'entrer aux Etats

-Unis. Mais on va simplement contrôler le fait que vous ayez un visa. Concrètement ça se passerait exactement de la même manière en France. Donc oui, il faut assumer, il ne faut pas avoir honte, je ne sais pas pourquoi ça n'a pas été assumé lors de ce débat. Oui, il faut rétablir des frontières physiques autour de la France. C'est à dire que vous arrivez en France d'un point de contrôle. On vous demande votre passeport. Si il est européen, vous entrez. S'il n'est pas européen, vous restez dehors. C'est très simple. Et en vérité on aurait aimé demander à Jordan Bardella et à Gabriel Attal s'ils ont bien des parents qui sont nés avant 1985. Parce que c'est exactement ce qu'il se passait en France avant la signature des accords de Schengen. Il y avait une frontière, il y avait des cartes

frontières, il y avait des douaniers qui contrôlaient vos passeports et qui vérifiaient si vous aviez bel et bien le droit d'entrer dans le pays. Et alors à l'époque de nos parents, de quoi est-ce qu'on se plaignait ? On se plaignait d'une seule chose, on disait parfois il y a des embouteillages. Quand on veut aller en Espagne, il y a une file d'attente, il y a des voitures, on doit attendre avant de se faire contrôler. Mais il faut poser une question simple aux Français. Est-ce qu'ils préfèrent 5 minutes de bouchon ou 200 coups de couteau par jour ? Tu penses qu'on connaît la réponse ? Et une deuxième chose qui a changé depuis 1985, c'est le progrès technologique. On va prendre par exemple le sujet des transfrontaliers, qui a été un des autres sujets qui a été abordé ce jour-là. On a des transfrontaliers dans notre pays qui sont très nombreux, depuis la désindustrialisation de la France malheureusement, qui doivent traverser la frontière tous les jours pour aller travailler de l'autre côté de la frontière, au Luxembourg,

en Belgique, en Allemagne, et qui rentrent le soir. Et bien pour les transfrontaliers, la solution est très simple. Il suffit d'avoir, et c'est ce que la technologie nous permet aujourd'hui, d'un système de télépéage, un système de vignettes, comme les vignettes Criterre par exemple, ou encore un système de plaques immatriculées qui peut être capté directement par informatique. Et donc vous avez des files spécialisés, c'est très fluide, ils peuvent passer, rentrer, revenir sans qu'il n'y ait aucun embouteillage ni aucun problème pour ces gens. Ce que je veux vous dire, c'est que protéger nos frontières nationales, c'est possible. Je vous donne un exemple personnel. J'ai travaillé à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques. Et à ce moment-là, pendant que j'y étais, il y a eu une crise des migrants à Bayonne. Qu'est-ce qu'on a fait avec le préfet ? On a décidé d'envoyer les CRS à la frontière espagnole. Et la crise s'est tarée en deux jours. Les migrants se sont dit, il y a la police, on ne peut plus passer, on ne passe plus. Voilà. Les contrôles, ça fonctionne, les frontières, ça existe partout. Tous les pays normaux ont des frontières. Je vous ai cité l'exemple des États-Unis, je vous ai cité l'exemple de la France d'avant 1985. Je pourrais vous citer l'exemple de la Chine, de la Russie, de l'Algérie, du Maroc. Tous les pays ont des frontières et tous les pays les font contrôler. C'est le béaba de la souveraineté. Ça c'était pour la première frontière. La deuxième frontière, celle que nous voulons protéger, c'est la frontière européenne. Nous disons que les Européens doivent s'entraider pour que les migrants n'arrivent plus sur notre sol, parce qu'on connaît la difficulté une fois qu'ils sont là à les expulser. Donc il ne faut plus qu'ils arrivent. Pour ce faire, on propose un blocus naval

-militaire. C'est-à-dire que les pays sur le pourtour de la Méditerranée pourront mettre en commun leur marine nationale, l'Espagne, l'Italie, la France, la Grèce, pourquoi pas, mettre en commun leurs moyens militaires pour intercepter les bateaux, pour mettre en sécurité les personnes et les ramener dans leur pays d'origine, pour qu'elles n'arrivent pas sur le sol européen et ne médifient pas de notre droit. Et justement, troisième sujet, c'est la troisième frontière, et nous sommes les seuls à reconquête à en parler, c'est de protéger les frontières des pays d'origine pour dissuader les départs. Première des choses la plus urgente, c'est d'exiger que toutes les demandes d'asile désormais soient faites directement dans les pays d'origine. On a des consulats, on a des ambassades, on a une très grande voilure diplomatique, il suffirait que tout candidat au départ le fasse dans son pays d'origine pour ne pas avoir à arriver sur notre sol. Deuxième chose, et là je me tire d'une expérience personnelle là encore, j'ai travaillé à l'ambassade de France en Libye, et là j'ai pu découvrir à quel point il y avait un marché migratoire, à quel point les passeurs et les migrants étaient des êtres rationnels, qui calculaient, qui comparaient les politiques des différents pays. Si vous voulez on imagine souvent des migrants comme des êtres un peu paumés, qui montent sur des bateaux au hasard, qui arrivent au hasard dans certains pays en fuyant la guerre, c'est pas du tout ça. En réalité, les migrants font de véritables comparaisons, ils comparent nos systèmes sociaux, ils comparent nos systèmes légaux, ils regardent où est-ce qu'ils vont avoir la protection sociale la plus grande. Et c'est pas un scoop malheureusement,

mais la réponse c'est toujours la France, ou presque toujours. Pourquoi ? Parce qu'on n'exécute pas nos OQTF, donc ils savent qu'une fois qu'on arrive en France, on a toutes les chances de génocider, parce qu'on a un hébergement d'urgence, parce qu'on a une allocation quand on arrive en France, parce qu'on a des aides sociales, parce qu'on a un système très laxiste. Donc, il faut envoyer un message clair, il faut une campagne de dissuasion, c'est ça la troisième frontière, un message clair envoyé à tous les candidats au départ, il faut leur dire si vous venez sur notre seul clandestinement, nous vous considérons comme des hors-la-loi, et alors chez nous vous n'aurez le droit à rien, ni aide sociale, ni protection juridique, ni hébergement d'urgence, vous serez considérés comme des clandestins, et par conséquent, on vous placera dans des centres de rétention, dans lesquels vous resterez jusqu'à votre expulsion. Alors ne tentez pas, ne risquez pas vos vies, restez chez vous, c'est le meilleur message à leur envoyer. Vous l'avez vu, protéger nos frontières c'est possible. Je vous ai parlé de la frontière nationale, de la frontière européenne, et du fait de dissuader les départs directement dans les pays d'origine. Je crois qu'on peut dire qu'avec Reconquête, on préfère les solutions au slogan. Alors si vous voulez voter pour la sécurité, il faut voter pour les frontières, il faut voter pour Reconquête le 9 juin. Merci à vous.